

429LM 3/4

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

P

INSTRUCTION GÉNÉRALE
SÉRIE PERSONNEL DE L'EXPLOITATION N° 4
SÉRIE PERSONNEL DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION N° 5

*Rectif. n° 1 du 20.10.42
2 du 6.2.43
3 du 1.2.44*

Paris, le 1^{er} août 1940.DEL.
COL.Nm.
45

IV

**RÉGIME DE TRAVAIL DU PERSONNEL SÉDENTAIRE
DES SERVICES DE L'EXPLOITATION
ET DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION**

*(Le présent tirage annule et remplace les Instructions Générales
portant les mêmes numéros en date des 14 décembre 1939 et 31 janvier 1940)*

Article 1^{er}.

Les dispositions de la présente Instruction sont applicables aux agents des Services de l'Exploitation et du Matériel et de la Traction de la Société Nationale des Chemins de fer français.

Toutefois, elles ne s'appliquent pas :

- 1° — aux agents d'échelle au moins égale à 10;
- 2° — aux agents concourant à différents services de gestion, de réception, de surveillance ou de contrôle;
- 3° — au personnel des trains et au personnel de conduite des machines, à l'exception des agents assurant les services de remonte, de navette, de manœuvre ou de dépôt.

Article 2. — Tableaux de service.

§ 1. — Pour chaque établissement, partie d'établissement, chantier ou poste il est établi un tableau de service précisant la répartition des heures de service pour chaque journée.

§ 2. — Ce tableau de service fixe les heures auxquelles commence et finit chaque période de travail; il est établi suivant l'heure légale et d'après les règles des articles 4 à 11 de la présente Instruction;

§ 3. — Toute modification de la répartition des heures de travail doit donner lieu, avant sa mise en application, à une rectification du tableau ainsi établi.

§ 4. — Ce tableau est affiché en caractères lisibles et de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique ou, en cas de personnel occupé au dehors, dans l'établissement auquel le personnel intéressé est attaché.

§ 5. — Les tableaux de service des agents assurant un service qui ne doit être in-

terrompu à aucun jour de la semaine, soit en un seul poste, soit en postes successifs dans un « cycle d'alternance » (1) couvrant partiellement ou totalement les vingt-quatre heures de la journée, sont établis de telle manière que les dimanches de repos soient équitablement répartis, dans l'ensemble de l'année, sur les divers agents assurant le service.

Ces tableaux doivent, en outre, être établis de telle sorte que le nombre total des postes de nuit du cycle n'excède pas huit ni, pour un même agent, la moitié ou le tiers du nombre de jours compris dans le cycle, suivant qu'il s'agit d'un service à deux postes ou d'un service à trois postes.

§ 6. — Le service des agents assurant des remplacements dans les services organisés comme il est dit au paragraphe qui précède, doit être tracé de manière que ces agents n'effectuent pas deux périodes de nuit consécutives, la période s'entendant de l'intervalle entre deux repos périodiques successifs.

§ 7. — Sont considérés comme postes de nuit ceux qui se terminent après une heure ou qui commencent avant quatre heures.

Article 3. — Définitions.

Pour l'application des dispositions de la présente Instruction on appelle :

- jour : la journée de calendrier comptée de 0 à vingt-quatre heures;
- journée de service : le service, y compris notamment les déplacements, les délais d'attente et, s'il y a lieu, les interruptions de travail, assuré entre deux repos journaliers consécutifs ou entre un repos journalier et le repos périodique suivant ou précédent.

Article 4. — Limitation du travail effectif.

§ 1. — Compte tenu des repos périodiques prévus par la présente Instruction et du congé réglementaire annuel, la durée du travail effectif ne peut excéder ~~2.400~~ ^{1551,30} heures du 1^{er} janvier au 31 décembre pour une année ordinaire ou ~~2.448~~ ^{1561,30} heures pour une année bissextile.

Elle ne peut excéder, d'autre part, les limites et après :

a) 10 heures par journée de travail considérée isolément;

b) 9 heures en moyenne par jour entre deux repos périodiques successifs;

Article 5. — Limitation de la durée de présence des agents n'exécutant pas un travail effectif pendant toute la durée de leur service.

§ 1. — Les dispositions du présent article sont applicables aux agents chargés d'un travail tel que la durée du service ne puisse être assimilée à une durée de travail effectif.

§ 2. — Pour les agents visés au présent article, les limites de la durée moyenne du service journalier plus spécialement appelée dans ce cas durée de présence sont soumises aux maxima indiqués ci-après; pour ces mêmes agents la durée du service d'une journée de travail considérée isolément ne peut excéder douze heures ou, le cas échéant, les limites plus élevées prévues pour la durée moyenne du service journalier.

Dans la limite de ces maxima, les tableaux de service fixent la durée de présence des agents en tenant compte de la nature et de l'importance du travail dont ils sont chargés. Le chiffre ainsi obtenu pour chaque journée de travail est réputé équivalent à la durée limite ayant fait l'objet de la prolongation :

(1) Un « cycle d'alternance » est le cycle pendant la durée duquel tous les agents passent alternativement dans les mêmes conditions par chacun des postes.

a) Plantons, garçons de bureau et emplois féminins similaires, conducteurs d'automobiles et de voitures hippomobiles, agents chargés d'un service de distribution, de paiement, d'encaissement ou de remboursement, agents chargés dans les gares de 4^e classe et au-dessus du contrôle des billets et de la surveillance des quais, conducteurs de ponts tournants ou roulants, visiteurs et graisseurs dans les postes peu chargés : maximum de dix heures par jour;

b) Agents chargés d'un service de gardiennage et de surveillance autres que ceux visés en c) d) e), infirmiers et agents préposés au Service Médical ou Social, électriciens des usines et des sous-stations, conducteurs de générateurs et de machines fixes d'alimentation : maximum de douze heures par jour;

c) Agents des gares, stations et haltes autres que ceux visés en d) et en e) :

— gares de 5^e classe : maximum de 10 heures par jour;

— gares de 6^e classe : — de 11 — par jour;

— stations et haltes : — de 12 — par jour.

d) Agents autres que ceux visés en e) chargés de la manœuvre des barrières, des signaux de cantonnement, des sémaphores ou des aiguilles :

AGENTS CHARGÉS DE LA MANŒUVRE DES :		MAXIMUM de la DURÉE JOURNALIÈRE
BARRIÈRES	SIGNAUX DE CANTONNEMENT SÉMAPHORES — AIGUILLES	
Moyenne horaire du nombre de manœuvres de barrières	Moyenne journalière du nombre de passages de trains	
$6 < n \leq 8$	$3 < n \leq 4$	9 heures
$4 < n \leq 6$	$2 < n \leq 3$	10 heures
$n \leq 4$	$n \leq 2$	12 heures

Les nombres moyens de manœuvres de barrières ou de passages de trains sont calculés sur une période continue de trente jours.

Une manœuvre complète de barrière comporte l'ouverture, puis la fermeture, si les barrières sont normalement fermées, et l'inverse si les barrières sont normalement ouvertes; la manœuvre des barrières des passages à niveau manœuvrés à distance est comptée en plus.

Si l'agent assure à la fois le service des barrières d'un passage à niveau et celui d'un poste de cantonnement ou d'aiguillage, chaque manœuvre complète des barrières compte pour un demi-passage, si les barrières sont normalement fermées; il n'en est pas tenu compte si les barrières sont normalement ouvertes.

e) pour les agents logés sur place qui pendant au moins six heures par jour assurent un service exclusif de barrières, les durées maxima prévues en d) sont augmentées de 3 heures;

f) agents autres que ceux visés aux paragraphes précédents (a à e) du présent article et notamment ceux dont le travail est subordonné au service des trains ou à la demande des usagers, lorsque le service comporte des périodes d'inaction : prolongation au delà de la limite journalière fixée à l'article 4, des 3/4 de la somme des périodes ainsi constatées dans le travail de l'agent intéressé, avec un maximum de 12 heures par jour.

7) La durée de présence des gardiens, des concierges et agents similaires logés dans l'établissement dont ils ont la surveillance ou à proximité immédiate de cet établissement peut être continue sous réserve des repos périodiques prévus par les dispositions de l'article 11.

§ 1. — Est décompté comme durée de service l'intervalle de temps compris entre le commencement effectif à pied d'œuvre et la cessation effective à pied d'œuvre du service assigné à l'agent;

e) le temps nécessaire à la transmission du service entre agents assurant un même service.

En cas de rémunération les dispositions de l'article 17 sont appliquées.

§ 3. — Le nombre de journées de service entre deux repos périodiques successifs ne doit pas excéder 10; il peut toutefois, exceptionnellement, être porté à 14, lorsque cela permet de réduire les déplacements d'un agent de remplacement. D'autre part, pour parer à des besoins urgents et

Béquet a collé
des 13 et 14 de l'ar.
ticle 11 p. 6 de l'ar.
G. Série Person-
nel n° 2
(rectificatif n° 2
du 6 février 1939).

imprévu, le Chef local peut déplacer le repos périodique, mais le repos donné en remplacement doit l'être dans la période suivante.

§ 5. — Dans les services comportant un cycle d'alternance, la durée du repos périodique indiquée au paragraphe 2 est une durée moyenne calculée sur l'ensemble de trois repos périodiques successifs au maximum, étant d'ailleurs spécifié que l'intervalle entre la cessation et la reprise du service ne doit jamais être inférieur à vingt-quatre heures dans le cas d'un repos périodique simple, ni à quarante-huit heures dans le cas d'un repos périodique accolé à un repos compensateur.

§ 6. — Dans les services où une permanence doit être assurée pendant une demi-journée aux jours de fermeture de l'établissement, les repos périodiques peuvent être attribués par demi-journées sans que le nombre de ces demi-journées dépasse vingt-quatre par an.

Article 12. — Dérogations.

Dans des cas dûment justifiés, notamment pour satisfaire aux nécessités du Service (et en particulier lorsqu'une dérogation de faible importance permet d'éviter soit la mise en service d'agents supplémentaires, soit un déplacement d'agents, soit un concours de personnel extérieur au cadre permanent) il peut être dérogé, dans le cadre fixé par le Décret-loi du 6 octobre 1939, aux règles fixées par la présente Instruction pour l'établissement des tableaux de service; en pareil cas, la dérogation doit être, au préalable, autorisée par le Chef du Service régional.

Article 13. — Prolongations exceptionnelles de la durée du service.

En cas de surcroît de travail la durée du service peut être prolongée dans les limites fixées par le décret-loi du 6 octobre 1939 (Annexe III à l'Ordre Général 27).

Article 14. — Astreinte.

§ 1. — Les agents peuvent disposer librement de leur temps pendant leur repos.

§ 2. — Toutefois, les règlements de service peuvent prescrire toutes dispositions utiles pour que, en dehors des périodes de travail prévues par les tableaux de service en conformité des dispositions de la présente Instruction, certains agents puissent être appelés pendant leurs périodes de repos à répondre à des besoins urgents.

§ 3. — L'astreinte est l'obligation qui est faite à un agent de ne pas quitter son domicile ou tout au moins, s'il le quitte, de faire le nécessaire pour qu'en cas d'appel, il puisse être atteint de manière à rejoindre son poste dans le moindre délai.

§ 4. — Les agents qui sont soumis à l'astreinte pendant leurs repos journaliers et qui ne sont pas logés gratuitement, bénéficient d'une indemnité de 3 francs par jour.

§ 5. — L'astreinte pendant les repos périodiques donne lieu à l'attribution d'un repos compensateur pour 3 repos avec astreinte.

§ 6. — L'astreinte ne doit être imposée qu'exceptionnellement aux Chefs de gare, de stations ou de haltes, pendant la durée de leurs repos périodiques et des repos journaliers qui y sont accolés; ils peuvent être soumis à l'astreinte durant tous leurs autres repos journaliers.

Article 15. — Récupération des heures perdues.

§ 1. — Lorsque des causes accidentelles ou nettement caractérisées de force majeure ont interrompu le travail dans un établissement, un atelier ou un chantier, une prolongation de la journée de travail peut être pratiquée à titre de compensation des heures de travail perdues dans les conditions ci-après :

- a) en cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération peut s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours à dater du jour de la reprise du travail;
- b) en cas d'interruption de plus d'une journée, la récupération peut s'effectuer dans un délai maximum de soixante jours à dater du jour de la reprise du travail.

§ 2. — L'application des dispositions du présent article ne peut avoir pour effet de prolonger de plus de deux heures la durée de travail du personnel. L'amplitude ne peut être portée au delà de 15 heures.

§ 3. — Dans les établissements où le mode de travail comporte normalement outre le repos hebdomadaire, une demi-journée de chômage, il peut être travaillé ces demi-journées de chômage en vue de récupérer les journées ou demi-journées chômées à l'occasion d'une fête ou d'un pont.

Article 16. — Prolongations accidentelles de la durée du service.

§ 1. — La durée du service peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées par les articles 4 et 5 de la présente Instruction :

- soit sur l'ordre du Chef local pour assurer l'exécution ou l'achèvement d'un travail qui ne pourrait être différé sans dommage pour la bonne marche du service et qu'une circonstance imprévue ou accidentelle n'aurait pas permis d'effectuer ou de terminer dans les limites normales de travail journalier : faculté illimitée pendant un jour au choix du chef local, deux heures les journées suivantes s'il s'agit de prévenir ou de réparer les accidents ou d'organiser des mesures de sauvetage; deux heures par jour dans les autres cas;
- soit pour assurer le service des trains ou maintenir la circulation.

§ 2. — Les heures ainsi effectuées sont compensées ou rémunérées;

§ 3. — Des indemnités sont, d'autre part, accordées conformément aux conditions de rémunération, dans certains cas de dépassements accidentels des limites de la durée du travail effectués par des agents soumis à un tableau de service.

Article 17. — Rémunération des heures supplémentaires.

Les heures de travail prévues aux articles 12, 13 et 14, § 1 qui n'ont pas été compensées et qui sont effectuées au delà de la limite de 2^h 30 ou 2^h 15 heures par an, sont rémunérées suivant les taux indiqués en Annexe de la présente Instruction. Ces taux ne dépendent que de l'échelle de l'agent intéressé et de son indemnité de résidence.

Pour les agents dont les tableaux de service sont établis en vertu des dispositions de l'article 5, les heures effectuées en sus de la limite de la durée de présence sont, au préalable, réduites en heures de travail effectif en les multipliant par le rapport de la durée de présence du service à la limite de la durée du travail effectif.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

ÉCHELLES	TAUX DE RÉMUNÉRATION DE L'HEURE SUPPLÉMENTAIRE DANS UNE LOCALITÉ DONT L'INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE EST :			
	au moins égale à 3.339,60	de 2.178 à 3.194,40	de 1.016,40 à 2.032,80	au plus égale à 871,20
G1 — G2	6	5,50	5	4,50
F1 — F1 bis Fa — Fb — FA — FB	7	6,50	6	5,50
1 — 2 F3 — F3 bis — F3 ter F4 Fc — Fd — FC — FD	7,50	7	6,50	6
3 — 4 — a — b — A — B F5 — F5 bis — Fc	8	7,50	7	6,50
5 — c — d — C — D F6	8,50	8	7,50	7
6 — F7 — F 7 bis — e — E	9	8,50	8	7,50
7 — F8 — f	9,50	9	8,50	8
8 — g	10	9,50	9	8,50
9	10,50	10	9,50	9

ANNEXE

ECHELLES	TAUX HORAIRES DE L'INDEMNITÉ POUR HEURES SUPPLÉMENTAIRES			
	POUR LES AGENTS DONT L'INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE RESSORTIT À L'UN DES			
	Groupes 1 à 7 inclus	Groupes 8 à 15 inclus	Groupes 16 à 23 inclus	Groupes 24 à 26 inclus
a) Personnel majeur				
G 1 — G 2	6.5	7.»	8.»	8.5
F 1 — F 1 bis — F a — F b	7.5	8.5	9.»	10.»
1 — 2 — a — F 3 — F 3 bis — F 3 ter — F 4 — F c — F d	8.5	9.5	10.»	11.»
3 — 4 — b — 1 bis — c — F 5 — F 5 bis	9.5	10.»	11.»	12.»
3 bis — 5 — d — F 6	10.»	11.»	11.5	12.5
4 bis — 6 — e — F 7 — F 7 bis	11.»	11.5	12.5	13.»
5 bis — 7 — f — F 8	12.»	12.5	13.»	14.»
8, g	12.5	13.5	14.»	15.»
6 bis — 9	14.»	14.5	15.»	16.»
b) Personnel non majeur				
Elèves âgés de moins de 18 ans Mineures	6.»	6.5	7.»	7.5
Mineurs âgés de moins de 18 ans des services actifs du Matériel et de la Trac- tion (1) Mineurs âgés de plus de 18 ans (autres que ceux des services actifs du Matériel et de la Traction) Elèves âgés de plus de 18 ans	7.»	7.5	8.»	8.5
Mineurs âgés de plus de 18 ans des services actifs du Matériel et de la Trac- tion (1)	7.5	8.»	8.5	9.»

(1) Ou de certains grands ateliers de la Voie et des Bâtiments désignés par le Directeur Général.